

Core in Fronte

Réponses au collectif A Maffia Nò, A Vita lè

1- Êtes-vous prêts à reconnaître la situation mafieuse qui sévit dans l'île et à lutter sans faiblesse pour en réduire l'influence ?

Nous dénonçons cette emprise mafieuse, en termes clairs, sur la société corse depuis des années, et notamment dans divers secteurs de l'économie corse : Les transports, les travaux publics, la sécurité, la distribution...

Elle s'inscrit dans la continuité de cette vision coloniale française qui vise à étouffer tout sentiment d'autodétermination.

Ces derniers mois, deux de nos militants et sympathisants en ont payé le prix fort, en étant assassinés : Les zones littorales de Corse attirent les convoitises crapuleuses et les militant(e)s politiques, associatifs ou autres sont devenus des personnes gênantes à éliminer.

Le 29 septembre 2019, suite à la mort de Massimu Susini, nous avons initié un grand débat à Corti sur la "mafiaisation" de la société corse. 800 personnes avaient participé à ce rassemblement et votre collectif était présent.

2- Êtes-vous prêts à veiller à l'application de la loi nouvellement votée concernant la réutilisation sociale des biens confisqués ?

Nous ne sommes pas juristes mais responsables politiques. Nous sommes naturellement pour la démocratie et l'Etat de droit avec des moyens adaptés.

3- Êtes-vous prêts à encourager l'amélioration de la loi Perben qui vise à la protection des repentis en France? Elle présente de l'avis même du président de la commission nationale de protection et de réinsertion, des lacunes incompréhensibles et doit progresser afin d'être efficace et opérationnelle.

Encore une fois, notre rôle n'est pas d'optimiser l'arsenal juridique de la Justice française. Nous rappelons que les nationalistes ont subi des dérives, ces dernières années, avec des juridictions d'exception comme la DNAT et la 14e Section antiterroriste.

Ce qui importe, c'est la mise en œuvre et la volonté des pouvoirs publics de faire reculer les pratiques de type mafieux.

C'est aussi, dans le contexte actuel, une prise de conscience, une mobilisation et une action populaire pour en réduire l'emprise.

4- Êtes-vous prêts à veiller à ce que le périmètre du conglomérat qui contrôle aujourd'hui l'essentiel des leviers économiques de la Corse reste contraint, et que son activité, dès lors qu'il s'agit d'argent public, soit régulièrement audité ?

Depuis plusieurs années, nous faisons des propositions politiques qui se veulent utiles pour éviter la mise en coupe réglée de la Corse par des grands groupes économiques d'où qu'ils viennent, corses ou non : Gel des extensions des grandes surfaces, régulation de l'immobilier, permis de louer pour éviter la spéculation, proposition d'une centrale publique d'achat pour l'alimentation, entrée de la CdC au capital des dépôts pétroliers de Corse, gestion publique des déchets, création d'une compagnie maritime régionale publique...

Da per Noi